

Convention collective

IDCC : 9731. – **EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE, ÉLEVAGE, VITICULTURE,
ARBORICULTURE FRUITIÈRE, ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES
ET RURAUX, CUMA ET ENTREPRISES DE DISTILLATION
(SAVOIE)**

(26 juin 1984)

(Etendue par arrêté du 16 janvier 1985,
Journal officiel du 25 janvier 1985)

AVENANT N° 83 DU 5 JUILLET 2007

NOR : *AGRS0897065M*

IDCC : 9731

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de la Savoie ;

Le syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles et ruraux (ETAR) ;

La fédération départementale des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole (CUMA) ;

Le syndicat des distillateurs de la Savoie,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'annexe I « Rémunérations minima » sont remplacées par les dispositions suivantes :

**« Annexe I
Rémunérations minima**

Les salaires minima correspondant aux emplois définis à l'article 18 et au point I de l'annexe IV de la présente convention collective sont fixés à effet

du 1^{er} juillet 2007 (sous réserve des dispositions relatives au SMIC) ainsi qu'il suit, tout employeur étant tenu d'assurer, pour un même travail ou un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	RÉMUNÉRATION horaire minimum	RÉMUNÉRATION mensuelle minimum pour une durée hebdomadaire de travail de 35 heures (151,67 heures par jour)
I	Emplois exécutant		
	Echelon 1	8,44	1 280, 09
	Echelon 2	8,46	1 283,13
II	Emplois spécialisés		
	Echelon 1	8,49	1 287,68
	Echelon 2	8,57	1 299,81
III	Emplois qualifiés		
	Echelon 1	8,65	1 311,95
	Echelon 2	8,82	1 337,73
IV	Emplois hautement qualifiés		
	Echelon 1	9,03	1 369,58
	Echelon 2	9,29	1 409,01

En tout état de cause, il convient pour déterminer la rémunération de faire application de l'article 32 de la loi du 19 janvier 2000 modifiée instaurant une garantie mensuelle de rémunération.

Pour les entreprises et les exploitations agricoles concernées, il devra être fait application des dispositions de l'article 6.6 de l'accord national du 23 décembre 1981 relatives à la garantie de rémunération lors du passage aux 35 heures. »

Article 2

Les dispositions de l'annexe IV « Dispositions particulières applicables aux salariés occupés pendant la saison d'alpages ovins dans le département de la Savoie » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« I. – Classification des emplois

EMPLOI	DÉFINITION DES EMPLOIS	CLASSIFICATION correspondante
Aide berger d'alpage (berger exécutant)	Salarié effectuant des tâches quotidiennes d'exécution sans difficulté particulière, travaillant sous la responsabilité du berger d'alpage ou du berger responsable d'alpage qu'il assiste. Salarié sans autonomie ni pouvoir décisionnel.	Niveau I. - Echelon 1
Berger d'alpage (berger qualifié)	Salarié capable, de manière autonome, de réaliser quotidiennement son travail, de prendre toutes les décisions nécessaires à la gestion du troupeau, du pâturage (surveillance des animaux, soins sanitaires, alimentation, entretien et changement des clôtures) et de gérer les problèmes courants rencontrés sur l'alpage en liaison régulière avec l'éleveur. Emploi correspondant au référentiel du CAPA.	Niveau III. - Echelon 2
Berger responsable d'alpage (berger hautement qualifié)	Salarié qui effectue les mêmes missions et assume les mêmes responsabilités que le berger d'alpage, mais dont l'expérience et les compétences sont plus importantes et plus pointues. Il possède une plus grande technicité dans la conduite du troupeau et de l'alpage. Il est capable de gérer l'alpage et le troupeau après directives préalables, sans intervention nécessaire de l'éleveur. Emploi correspondant au référentiel du BEPA.	Niveau IV. - Echelon 2

Article 3

Les dispositions du point II « Salaires horaires minima » de l'annexe IV « Dispositions particulières applicables aux salariés occupés pendant la saison d'alpages ovins dans le département de la Savoie » sont remplacées par les dispositions suivantes :

« II. – Salaires horaires minima

Les salaires horaires minima correspondant aux classifications telles que définies au point I sont fixés à l'annexe I de la présente convention collective. »

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Savoie.

Fait à Chambéry, le 5 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)